

## **ELITE VAL D'OISE HANDBALL**

Association à but non lucratif (Loi du 1<sup>er</sup> Juillet 1901)

Stade Michel Hidalgo  
2 boulevard de l'Entente  
95210 Saint-Gratien

---

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos au 30 juin 2024**

Mesdames, Messieurs les membres de l'association,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale dans le cadre des dispositions de l'article L 820-3-1 du code de commerce, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association EVO VAL D'OISE HANDBALL relatifs à l'exercice clos le 30/06/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre association à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/07/2023 à la date d'émission de notre rapport.

**Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier établi par le Président et dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

**Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

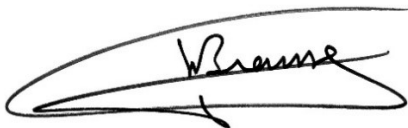
Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé

d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Paris, le 22 novembre 2024

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Stéphane Brousse', enclosed within a large, loopy oval stroke.

**Stéphane BROUSSE**  
**Pour COFIF AUDIT**  
**Commissaire aux Comptes**

## Annexe

### Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan actif

		30/06/2024		
		Brut	Amort. Prov.	Net
ACTIF IMMOBILISÉ	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>			
	Frais d'établissement			
	Frais de recherche et de développement			
	Donations temporaires d'usufruit			
	Concessions, brevets, licences, marques, ...			
	Immobilisations incorporelles en cours			
	Avances et acomptes			
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>			
	Terrains			
	Constructions			
	Installations techniques, matériel, ...			
	Autres immobilisations corporelles	2 024	1 995	29
	Immobilisations corporelles en cours			
	Avances et acomptes			
	<b>BIENS REÇUS PAR LEGS/DONS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS</b>			
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>			
	Participations et Créances rattachées			
	Autres titres immobilisés	15		15
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	7 190		7 190
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)</b>		<b>9 229</b>	<b>1 995</b>	<b>7 234</b>
ACTIF CIRCULANT	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>			
	<b>CRÉANCES</b>			
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	18 735		18 735
	Créances reçues par legs ou donations			
	Autres créances	16 535		16 535
	<b>VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT</b>			
	Actions propres			
	Autres titres et instruments de trésorerie			
	<b>DISPONIBILITÉS</b>	92 091		92 091
	<b>CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE</b>			
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)</b>		<b>127 360</b>		<b>127 360</b>
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>		<b>136 589</b>	<b>1 995</b>	<b>134 594</b>

Bilan passif

		30/06/2024
		Net
FONDS PROPRES	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	-56 187
	Fonds propres statutaires	-56 187
	Fonds propres complémentaires	
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE	
	Fonds statutaires	
	Fonds propres complémentaires	
	RÉSERVES	
	Réserves statutaires ou contractuelles	
	Réserves pour projet de l'entité	
	Autres réserves	
	REPORT À NOUVEAU	
	EXCÉDENT OU DÉFICIT DE L'EXERCICE	52 784
	FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES	
PROV.	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	
	PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	
	TOTAL FONDS PROPRES (I)	-3 403
	Total fonds reportés et dédiés (II)	
	Fonds dédiés reportés	
	TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)	
	Provisions pour risques	
	Provisions pour charges	
	TOTAL PROVISIONS (III)	
DETTES	Emprunts obligataires convertibles	
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
	Emprunts et dettes financières diverses	1 588
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 640
	Dettes des legs ou donations	
	Dettes fiscales et sociales	28 169
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
	Autres emprunts obligataires	
	Autres dettes	
	Produits constatés d'avance	95 600
	TOTAL DETTES (IV)	137 997
Écarts de conversion passif (V)		
TOTAL PASSIF (I+ II + III + IV + V)		134 594

# Compte de résultat

		30/06/2024
		Net
PRODUITS D'EXPLOITATION	<b>Cotisations</b>	
	<b>Total des ventes de biens et services</b>	265 129
	Vente de biens	176 017
	dont ventes de dons en nature	
	Vente de services	89 112
	dont parrainages	
	<b>Produits de tiers financeurs</b>	592 635
	Concours publics et subventions d'exploitation	582 959
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	
	Ressources liées à la générosité du public	
	Dons manuels	
	Mécénat	9 676
	Legs, donations et assurances-vie	
	Contributions financières	
CHARGES D'EXPLOITATION	<b>Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges</b>	40 516
	<b>Utilisations des fonds dédiés</b>	
	<b>Autres produits</b>	2 500
	<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>900 781</b>
	Achats de marchandises	62 425
	Variation des stocks de marchandises	1 760
	Autres achats et charges externes	410 172
	Aides financières	
	Impôts, taxes, et versements assimilés	5 564
	Salaires et traitements	317 116
	Charges sociales	49 718
	Dotations aux amortissements et aux provisions	766
	Sur actif circulant : dotation aux provisions	
	Report des fonds dédiés	
	Autres charges	481
	<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>848 002</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>		<b>52 779</b>
PRODUITS FINANCIERS	De participations	
	D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	
	Autres intérêts et produits assimilés	1 128
	Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges	
	Différences positives de change	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	
	<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)</b>	<b>1 128</b>
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements et aux provisions	
	Intérêts et charges assimilées	
	Différences négatives de change	
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	
	<b>TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)</b>	
<b>RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)</b>		<b>1 128</b>



		30/06/2024
		Net
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (I - II + III - IV)		53 906
PRODUITS EXCEPTION.	Sur opérations de gestion	
	Sur opérations en capital	
	Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges	
	TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	
CHARGES EXCEPTION.	Sur opérations de gestion	1 122
	Sur opérations en capital	
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	
	TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	1 122
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		-1 122
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)		901 909
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)		849 125
EXCÉDENT OU DÉFICIT		52 784
CONTRIB. VOL. EN NATURE	Dons en nature	
	Prestations en nature	
	Bénévolat	
	TOTAL	
CONTRIB. VOL. EN NATURE	Secours en nature	
	Mise à disposition gratuite de biens	
	Charges de prestations en nature	
	Personnel bénévole	
	TOTAL	



## Annexe Bilan au 30/06/2024

Cycle	Commentaire			
Capitaux et ressources	L'exercice se solde par un bénéfice de 52 783,94 €, ce qui apure une grande partie du report à nouveau (à la fusion solde débiteur de 56 K€)			
Immos	Les immobilisations présentent un caractère non significatif et sont quasiment intégralement amorties.			
Stocks	L'absence de stocks s'explique par leur valeur et leur quantité négligeables.			
Fournisseurs	Fournisseurs - Dettes échues pour 3 092 € Factures non parvenues pour 11 068 €			
Clients	Clients - Créances échues pour 3 727,54 €			
Social	La masse salariale se décompose comme suit : Salaires et traitements = 318 k€ Charges sociales = 50 k€ Formation prof. = 5 K€ soit 17%			
Trésorerie	Les disponibilités s'établissent à 92 090,72 €.			
Compte de Résultat				
	RECETTES =	901 909		
	dont	Subventions	521 416	58%
		Autres subventions (ANS-Emploi-Projets)	23 875	3%
		Partenaires et dons	47 344	5%
		Licences	122 398	14%
		Billetterie, boutique, évènementiel	53 619	6%
		Loyers- Charges- Avantages	38 762	4%
		Reprise sur créances avant fusion	20 000	2%
		Prestations diverses (stages - refacturation)	70 866	8%
		Autres (dont produits financiers)	3 628	0%
	DEPENSES =	849 125		
	dont	Salaires et charges (dont format° prof.)	372 324	44%
		Locations immobilières (dont Charges)	103 689	12%
		Déplacements collectifs	62 322	7%
		Autres déplacements	70 043	8%
		Licences, engagements, mutations	59 865	7%
		Arbitrage	29 003	3%
		Honoraires Expert et CAC	26 933	3%
		Achats divers (dont buvette)	72 416	9%
		Autres charges	52 530	6%